Numérisation CERMTRI

Vendredi 16 Janvier 1948 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 6 FRANCS Numéro 204

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

Le programme du Général

"Il s'agit de produire beaucoup plus, beaucoup mieux, beaucoup plus vite."

EDITORIAL

La Troisième Force part en guerre

La troisième force a vu le jour. Officiellement. C'est un enfant de vieux. Léon Blum et Marceau Pivert, Franciaque Gay et de Menthon, Herriot et André Philip, Maurice Violette, et François Mauriac... quelle parenté ! Et quelle lourde hérédité !

La voilà cependant qui perd, à peine née, des allures de matamore : « Nous sommes contre toutes les dictatures », s'écrient les leaders du centre coalisés : un coup à gauche, un coup à droite... mais dans la proportion bien connue : un cheval, une alouette. Contre de Gaulle, des insinuations bredouillantes ; contre la classe ouvrière, des lois d'exception. Car voici leur manière de « lutter contre le gaullisme » : démontrer que la troisième force sait frapper le prolétariat aussi durement que le ferait la gaule du général, démontrer que Robert Schuman est capable de saigner le peuple à blanc aussi bien que n'importe quel dictateur. Voilà le modèle de toutes les vertues, l'alpha et l'oméga de la troisième sagesse.

par SOUDRAN

M. Rémy Roure, éditorialiste du « Monde », une fois encore bien inspiré, dévoile pour nous le fond de l'affaire : il met les pieds dans le plat et les y agitent avec frénésie. Ecoutez plutôt :

« Aussi bien le mouvement se démontre en marchant, s'écrit-il. Les ministère Ramadier a pu épargner au pays des convulsions sociales profondes. Il a levé ce qu'on a appelé « l'hypothèque communiste », Qui ne voit que l'échec de la grève générale politique est due en grande partie à son œuvre. »

Que pèse alors, continue-t-il, en substance, au regard d'une telle perspective dont l'action de Ramadier et de Schuman est caution dans le passé, les désaccords sur la laïcité, le dirigisme, les querelles de principes et de méthodes ! Qu'importe, en effet, puisque M. Schuman, leader gouvernemental de troisième force s'est montré excellent briseur de grève, puisque M. René Mayer a su faire passer son budget de guerre et d'exploitation, puisque dans la concurrence antiouvrière qu'il a engagée avec le gaullisme sous couleur de « combattre toutes les dictatures », le centre estime avoir pris un excellent départ, puisque M. Herriot conserve sa sonnette présidentielle, M. Léon Blum son rôle d'éminence grise parlementaire et que Franciaque Gay veut jouer longtemps encore les barbiches inspirées.

Mais le résultat se juge à l'arrivée. De Wendel, Schneider, Rothschild, Dupont de Nemours, Ford et autres magnats se réjouissent quand le gouvernement de troisième force envoie ses mobiles contre les grévistes, interdit l'entrée des journaux ouvriers à la caserne, fait voter des lois qui violent la légalité parlementaire dont il prétend être l'intransigeant défenseur. Mais, pour imposer leur programme de guerre et de misère, les capitalistes doivent, en définitive, détruire jusqu'à la moindre possibilité de résistance prolétarienne ; ils veulent en finir avec toute liberté de presse, avec toute démocratie, même tronquée, et briser les reins aux organisations ouvrières même traitresses. Il leur faut pour cela un instrument, mobiliser les masses petites bourgeoises « rendues enragées » par l'anarchie et la paupérisation contre une classe ouvrière battue et désunie. Tel est le rôle historique du gaullisme.

Et il faut alors avoir la tête dure comme pierre pour ne pas comprendre que la troisième force prépare en fait la voie à la dictature. Quand elle frappe les prolétaires elle accomplit par avance une partie de la besogne gaulliste. Quand elle impose à tout le peuple un programme économique, budgétaire et monétaire de rapine, elle rejette les classes moyennes dans les bras du général. Quand elle porte la division dans les syndicats elle facilite l'action des groupes d'entreprise du RPF., elle empêche la classe ouvrière unie de se poser en champion des droits du peuple entier. Quand elle crève le cœur des ouvriers et à de petites gens déroutés et dégoûtés par la politique stalinienne que le programme de la troisième force peut avoir la moindre valeur, elle les entraîne dans la voie de la capitulation honteuse et sans combat. Car si la force populaire, et son avant-garde combative, le prolétariat en lutte, est frappée, amoindrie, déroutée, découragé, plus rien ne s'opposera à l'instauration d'un régime dictatorial. Les chiens parlementaires rentreront dans leur niche quand retentira la voix du maître.

Mais, à l'inverse, chaque victoire populaire atteint la dictature au cœur. Il est encore temps de préparer la voie à de prochaines offensives. Ceci requiert l'union des travailleurs. Leur unité syndicale d'abord que veulent et que préparent les militants syndicaux révolutionnaires. Leur action coordonnée dans le combat enquête, leur élan et leur vigueur révolutionnaire. Et ceci ne peut être réalisé que par un programme hardi qui engage le peuple entier, prolétariat en tête sur le chemin de la révolution socialiste.

Le programme de la troisième force, le même du reste, à des nuances près que celui de gaulle, c'est le programme du gouvernement : guerre coloniale, budget militaire écrasant, faillite, vie chère, bureaucratie, misère : c'est celui du capitalisme décadent. A lui ne peuvent s'opposer que des mesures authentiquement socialistes. Ce que veulent toutes les petites gens, c'est que l'intolérable domination d'une poignée de parasites soit supprimée par l'expropriation des trusts, des banques et des grandes compagnies : c'est qu'il soit mis fin au désordre économique par une planification sous contrôle ouvrier qui pourra seule donner aux paysans la charrue et les engrais qui leur manquent. C'est que la bureaucratie dévorante soit remplacée par des institutions populaires « bon marché », c'est-à-dire par un Etat prolétarien.

Un tel programme doit donner tout son sens aux luttes que mèneront les ouvriers pour la défense de leurs revendications immédiates, à toutes les actions de Front Unique qui s'instaureront pour la défense des libertés démocratiques aujourd'hui menacées et entamées.

POUR L'UNITÉ SYNDICALE

Une démocratie véritable
Un programme de classes

NOUS avons signalé la semaine dernière qu'une conférence pour l'unité syndicale, convoquée par un groupe de syndicalistes révolutionnaires de toutes nuances, se tiendra à Paris le 1er février, à la salle des Ingénieurs civils.

Cette conférence est appelée à rencontrer un très grand écho dans la classe ouvrière.

Déjà des camarades du Front Ouvrier nous signalent que dans les hospices civils à Lyon, au Conseil général de la Bourse du Travail à Châlons-sur-Marne, au Bureau départemental de Seine-et-Marne du Trésor et à la Commission exécutive de la section de Seine-et-Marne; à l'assemblée des délégués de l'impression-typo, à la section des employés des organismes semi-officiels, et... la demande de convocation d'un congrès extraordinaire de la C. G. T. a été favorablement accueillie par de nombreux syndiqués.

L'objectif essentiel sera — ainsi que l'indique l'appel publié — de propulser la convocation d'un CONGRES EXTRAORDINAIRE DE RECONSTRUCTION DEMOCRATIQUE DE LA C. G. T., qui en assurant l'expression démocratique de toutes les tendances permettra le rassemblement de tous les syndiqués, sans condition, dans une Centrale syndicale unique.

Sur cette orientation notre Parti est prêt à apporter son aide totale.

Mais nous pensons qu'il serait vain de croire que l'unité syndicale et le retour à un véritable FRONT UNI des travailleurs peuvent être obtenus par la seule réintroduction des principes démocratiques dans le mouvement syndical.

C'est pourquoi nous croyons que la Conférence qui se réunira le 1er février, ne répondrait qu'à une partie de ses tâches, si au cours de ses travaux, elle ne parvenait pas à dégager un programme de lutte capable de mobiliser la classe ouvrière.

Les militants syndicalistes réunis à cette occasion devront avoir conscience qu'ils représentent l'élément moteur, les pionniers d'une nouvelle direction des luttes, condition nécessaire à la victoire des travailleurs, dans la prochaine étape.

Comment la scission s'est-elle faite ?

Après l'échec de la grève générale, dont la responsabilité incombe — ainsi que nous l'avons expliqué — tant aux dirigeants réformistes que staniliens — la bourgeoisie a mis à profit sa victoire pour briser l'unité organique du mouvement syndical.

Ne pouvant recourir aux sanctions et à la répression contre l'avant-garde ouvrière, due dans des limites étroites, étant incapable d'imposer dans l'immédiat un régime fort capable de juguler les travailleurs, la bourgeoisie a obtenu de l'aile la plus droitière de la social-démocratie, la scission syndicale.

Les dirigeants syndicalistes réformistes — y compris Jouhaux — ont d'abord résisté à cette tactique, comprenant quels arguments ils donnaient à l'adversaire en prenant l'initiative de la scission.

Jouhaux voulait préparer méthodiquement la scission, mais les ralliements des Blum et des Fiveri et les besoins de la politique gouvernementale lui ont forcé la main.

Les dirigeants staliniens n'ont rien fait pour empêcher la scission. Leur politique de collaboration de classe et leurs méthodes anti-démocratiques en rejetant dans les bras de la social-démocratie des couches importantes de la classe ouvrière, avaient préparé le terrain aux bureaucrates scissionnistes.

Aujourd'hui, en refusant de rendre la parole à la base, en fermant les yeux à la réalité de la scission, en prétendant que rien n'est changé et que la C. G. T. continue, ils laissent la scission se consommer.

Eux qui avaient la bouche pleine de phrases sur l' « unité ouvrière » ils se résignent presque joyeusement à la division syndicale à condition de garder une C. G. T. bien bien en main.

Comment la classe ouvrière réagit-elle

Il est encore un pru tôt pour juger exactement des réactions ouvrières. Cependant, il est aisé de constater que la démoralisation est le fait. Beaucoup de travailleurs — tirés à hue et à dia — refusent de se syndiquer à quelque centrale que ce soit.

La principale leçon que les ouvriers ont tiré des grèves de novembre-décembre, à savoir : il faut lutter tous ensemble, est mise à rude épreuve par la scission. Seulement cette opération a fait passer l'initiative des mains du prolétariat dans celles de la bourgeoisie. Ils ne s'engageront pas si facilement dans de nouveaux combats.

Les dirigeants staliniens orientés vers le déclenchement de nouvelles luttes (voir résolution du C.C.N.) ont — leurs hésitations le prouvent — une claire conscience de cette situation.

Mais incapables de revenir à des méthodes démocratiques, incapables de mettre en avant des mots d'ordre unificateurs qui risqueraient de susciter des mouvements à caractère révolutionnaire, ils pouvaient parfaitement déterminer, dans des délais plus ou moins rapides, des luttes aventuristes qui, sous leur direction pourraient être autant de défaites pour la classe ouvrière.

Une des tâches essentielle des militants révolutionnaires est de mettre les travailleurs en garde autant contre l'aventurisme bureaucratique des chefs staliniens, que contre la trahison plus cynique des bonzes de Force Ouvrière.

Le programme des prochaines luttes

Toute la situation poussera la classe ouvrière à s'engager dans de nouveaux combats. Les dirigeants de Force Ouvrière ne feront pas eux-mêmes à l'abri du débordement. La politique stalinienne de son côté contribuera à pousser des couches importantes d'ouvriers vers l'action.

C'est sur des objectifs plus étroits et dans des luttes « d'avertissement » (une heure ou deux heures de grève par usine, par localité etc.) que peut se grasseuder le Front des travailleurs.

Partant de là, nous pensons que la Conférence syndicale devra non seulement inscrire dans son programme le MINIMUM VITAL ET L'ECHELLE MOBILE, mais aussi LA LUTTE CONTRE LES TRUS SCELERATES, LA DEFENSE DES 40 HEURES, LE RECLASSEMENT, LE RETOUR A UNE HIERARCHIE DES SALAIRES qui ne soit pas inique.

Sans conditionner aucunement la constitution de la « TENDANCE POUR L'UNITE SYNDICALE », à ces questions, nous pensons qu'il serait pas inutile que la Conférence étudie l'ensemble des objectifs que pose la grève générale : contrôle ouvrier, milice ouvrière, question du pouvoir d'Etat.

Etudier également quels sont les mots d'ordre susceptibles de rassembler autour de la classe ouvrière les classes moyennes — non encore passée définitivement dans le camp du gaullisme (grève de l'impôt, expropriation des trusts et des banques), pourrait servir utilement les militants syndicalistes révolutionnaires, qui doivent désormais postuler à la direction des luttes. Ils ont aussi le droit de postuler à la direction syndicale, car il s'avère que l'unité syndicale ne peut être véritablement défendue que sur la base d'un programme de lutte de classe.

Michèle MESTRE.

Comment se prépare la conférence pour l'unité syndicale

Nous avons reçu le communiqué suivant du Comité d'organisation pour l'Unité syndicale. Il s'agit là d'un document d'importance dont la valeur n'échappera pas aux militants d'avant-garde. Nous les appelons à faire le maximum pour que la conférence soit une réussite. Tous comprendront l'importance qu'elle a pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Comment préparer la Conférence d'unité syndicale

LES syndicalistes révolutionnaires de toutes tendances, des sections et sous-sections syndicales C.G.T., les minorités syndicales « Front ouvrier », « Ecole émancipée », etc., organisent, le 1er février 1948, de 9 heures à 18 heures, à Paris, salle des Ingénieurs civils, 19, rue Blanche, une conférence pour la reconstruction de l'unité syndicale.

Cette conférence doit marquer la volonté des militants syndicalistes de reconstruire l'unité syndicale malgré la volonté de scission des uns et l'acceptation de l'état de scission des autres.

Un comité d'organisation de cette conférence a été constitué pour l'organiser matériellement et préparer la discussion qui doit s'y engager et trouver à définir les bases d'une orientation, d'un programme, d'une direction et des méthodes démocratiques capables de permettre le rassemblement de tous les travailleurs.

L'appel adressé par les organisateurs de la conférence pour l'unité syndicale, après avoir marqué les responsabilités des deux courants « Vie ouvrière » et « Force ouvrière », a précisé les conditions essentielles de la Reconstruction de l'Unité :

Réclamez avec force :

La convocation d'assemblées générales et de congrès extraordinaires avec à l'ordre du jour : L'Unité.

Les conditions démocratiques de cette unité.

L'orientation permettant de rassembler dans l'action des syndiqués de toutes tendances.

EXIGEZ la préparation démocratique de ces assemblées générales et de ces congrès syndicaux, fédéraux, départementaux et confédéral par des comités d'organisation où figureront en parité des militants des divers courants : « Vie ouvrière », « Force ouvrière », « Front ouvrier », C.N.T. si cette tendance accepte la nécessité de rejoindre l'unité.

EXIGEZ la liberté d'expression dans la presse syndicale à tous les échelons, l'ouverture de tribunes libres où chaque courant disposera des mêmes droits et des mêmes possibilités.

REFUSEZ de reconnaître comme un fait accompli et irrémédiable la rupture de l'unité syndicale : apportez la preuve de votre sincérité à maintenir l'unité des sections syndicales dans le cadre des entreprises.

DEFENDEZ le mot d'ordre : un seul patron, donc un seul syndicat par entreprise. Si vous n'êtes pas autoritaires, faites obstacle à l'esprit de scission par tous les moyens, notamment la création de comités de coordination intersyndicaux.

MAINTENEZ à tout prix les contacts qui permettront de lutter efficacement contre l'esprit de nationalisme haineux et de préserver envers et contre tous l'unité d'action, en attendant les conditions favorables à la conclusion d'une nouvelle Charte d'unité.

Ne cessez pas de revendiquer :

la revalorisation du minimum vital,

le maintien du pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires, des traitements et des retraites,

le contrôle ouvrier sur la production,

Syndiqués de toutes tendances de la C.G.T.,

Syndiqués de « Force ouvrière », Syndiqués de la C.N.T.,

Venez avec nous renforcer l'unité syndicale momentanément brisée. Participez à la conférence pour l'unité, convoquée par les militants et les courants syndicalistes révolutionnaires.

Chaque syndicat doit concourir à une assemblée générale, discuter nos propositions et mandater un représentant à la conférence du 1er février.

Pour le Comité d'organisation de la Conférence pour l'Unité syndicale.
Le secrétaire :
R. DUMONT.
1, rue Sextius-Michel, Paris.

GRÈVE DANS LA RUHR

Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs allemands sont en grève dans la Ruhr et la grève générale menace d'être déclenchée dans tout le bassin. Les travailleurs veulent des rations qui ne valent pas des rations de famine et ils ne veulent pas voir s'épuiser les usines et les machines indispensables pour leur gagne-pain. Ils ont pendant des semaines résisté en travaillant au ralenti. Les autorités militaires ont essayé de faire pression sur eux en les privant de certains produits, notamment des matières grasses.

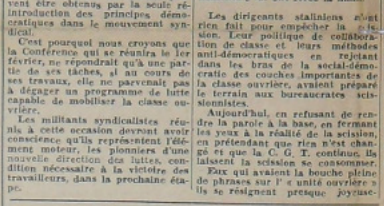
La plus grande partie des usines ne fonctionnent pas. De très nombreux prolétaires sont ainsi déclassés. Pour s'assurer un minimum d'existence, ceux qui sont occupés dans la production sont aussi obligés de consacrer une partie de leur temps à trouver sur le marché noir un complément. Les syndicats n'ont pas le droit d'intervenir sur les questions de salaires.

Les différentes sociétés et stations à travers le monde continuent d'accabler le peuple allemand des responsabilités de la guerre, responsabilités partagées entre les capitalistes fascistes et démocratiques. La presse stalinienne française se distingue par son chauvinisme.

Dans cette situation de chaos indescriptible, une lutte sévit de plus en plus entre les quatre « quatre ». L'échec de la Conférence de Londres a été le point de départ d'une exacerbation des rivalités. Les Américains et les Anglais d'une part, et les Russes d'autre part, semblent faire tout possible pour d'attirer les bonnes grâces des Allemands, afin d'attirer ceux-ci dans leur camp. Mais les Russes ont les mauvaises droits accordés à des politiciens et des fonctionnaires allemands dans l'une ou l'autre zone, droits qui ne passent d'ailleurs mettre en question l'occupation et les décisions des puissances occupantes, en tête de Kremlin demeure le maître absolu de toutes du pays, de la ruptura de l'économie allemande, de l'appauvrissement sans cesse grandissant.

L'aggravation de la situation en Allemagne — cœur industriel de l'Europe — pèse lourdement sur la situation européenne. Il n'y a pas, et il n'y aura pas de solution en France ou dans tout autre pays en dehors d'une solution européenne dans laquelle l'Allemagne jouera son rôle.

Le plus tôt les travailleurs allemands sont capables d'apporter cette solution. Pour sortir de leur misère, et de leurs difficultés présentes, les travailleurs de France doivent, en premier lieu, lutter pour leurs propres revendications. Ils doivent aider les prolétaires allemands. Il y a vingt-cinq ans, la solidarité ouvrière se manifesta dans la Ruhr entre ouvriers allemands et soldats français. Le parti communiste français a trahi son passé, mais les ouvriers de France rempliront, aujourd'hui comme en 1923, leur devoir de classe international.



Les représentants des partis nationalistes nord-africains, réunis au Caire, entourant Abd el-Krim. De gauche à droite : Torres, du Maroc espagnol ; Allal Fassi, président de l'Istiqual ; Abd el-Krim ; Bourguiba, du Destour tunisien, et Chadly Mekki, du parti du peuple algérien. (Lire en 2e page l'article d'A. Duret : « Indépendance pour le peuple marocain. »)

"Nous résisterons jusqu'au bout..."

...nous écrit la Fédération des Syndicats des Cheminots Africains

Dakar, le 29 décembre 1947.

La Fédération des syndicats des cheminots africains vous accuse réception de la lettre émouvante que vous en avez tenue toute les adresser.

Elle apprécie très hautement la solution dont vous l'assurez car elle sien honneur. Elle pense que cette vie intimiste fait confusion entre le prolétariat et l'Administration coloniale impérialiste.

Elle renouvelle sa confiance à la classe ouvrière sur laquelle elle fonde tous ses espoirs. Elle compatit à ses souffrances et lui renouvelle son appel à elle dans la lutte qu'elle mène contre les inégalités raciales et le sabotage du droit syndical. L'union de la grève que nous soulignons depuis trois mois ne s'est entre vitée bientôt. Elle s'est entre vitée, grâce à l'intervention du syndicalisme en Afrique Noire. Cet quand même pour le réalisme qui devrait être pour la réaction qui s'avertre à nous priver des droits sociaux. Elle ne peut pas possible d'instaurer l'égalité sociale incompatible de la démocratie.

Par tous les moyens qui sont à notre disposition nous résisterons jusqu'au bout. Nous ne pouvons que dépendants des origines, des coutumes et de la religion puisse être responsable de tout homme.

Nous sommes prêts à tous les sacrifices pour que la démocratie et cette prise non seulement sauvegarde les intérêts des travailleurs mais aussi de la sécurité et du droit syndicaux tous les hommes qui travaillent de la sécurité et du droit.

La lutte de classes qui se poursuit à la métropole se traduit sur le plan local par le combat que nous avons contre le domination d'une race sur une autre.

De pour et d'autre les moyens sont les mêmes, nous pouvons tous nous attendre le but commun.

Nous sommes prêts à prêter notre aide à toutes efforts, à tous les efforts de force. Mais nous ne pouvons que nous rassurer lorsque nous faits de la grandeur de l'idéal que nous défendons.

Des mesures à la liberté syndicale ont été commises à plusieurs reprises dans nos territoires. Des arrêtés interdisent nos syndicats, contre de nombreuses protestations. Nous avons d'information de projetés leur sont refusés par l'Administration locale. Les protestations, les pétitions se multiplient pour que le droit leur soit enfin reconnu. Nous ne pouvons rien, seul le résultat compte.

S.A.F.D.

DES FAITS, DES CHIFFRES DES DOCUMENTS — LES PAYS DE LA "DÉMOCRATIE NOUVELLE"

Des modifications profondes se sont produites et se produisent dans les pays qui, après la deuxième guerre mondiale, se sont trouvés intégrés dans la zone de « défense soviétique ».

Quelle est la nature exacte de ces modifications ? La bureaucratie stalinienne — qui à l'intérieur de l'U.R.S.S. a consolidé ses propres privilèges et a détruit la démocratie prolétarienne — est-elle capable de jouer à l'extérieur de l'U.R.S.S. un rôle révolutionnaire ?

La démocratie nouvelle est-elle une « étape nécessaire », un « stage original » sur la route vers le socialisme ?

C'est à ces questions que tâche de répondre cette série d'articles qui entreprend l'analyse pays par pays, de la zone de défense soviétique.

N. D. L. R.

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE

par Jean MARCOUX

PENDANT trois ans et demi les journaux de Moscou et de toutes les langues de la terre que la « démocratie nouvelle » pouvait s'accommoder fort bien d'un « roi réalisant » tel Michel de Roumanie, qui comme on le sait a été décoré par Staline de l'ordre soviétique de la « Victoire ». Les médiocres stalinisms affirment qu'après le départ de Michel de Hohenzollern, dont on nous dit qu'il fut le plus grand banquier, industriel et propriétaire foncier de Roumanie, la démocratie nouvelle avancera enfin d'un pas décidé vers le socialisme sous la direction d'un gouvernement à la majorité communiste. Les marxistes, laissons de côté les phrases vides et regardons la structure économique actuelle de la Roumanie et les réformes qui ont été accomplies, quarante et un mois après l'inclusion de ce pays dans la zone « soviétique ».

La structure industrielle et bancaire

La victoire de l'U.R.S.S. n'a pas amené l'extension des rapports socialistes soviétiques aux pays dans lesquels avait pénétré l'armée rouge. En effet, l'U.R.S.S. avait mis en avant deux revendications principales :

1° Obligation pour les pays vaincus de payer des réparations à l'U.R.S.S. ;

2° Attribution à la puissance victorieuse (l'U.R.S.S.) des entreprises industrielles, banques, actions et capitaux possédés par le Reich dans les pays vaincus.

Le Kremlin qui obtint ainsi ce que les réalistes appelaient « des avantages immédiats » créa une situation aux conséquences décisives :

1° Une différence fut créée entre l'économie du pays vaincu et l'U.R.S.S. (l'une tributaire de l'autre sur la base des réparations) ;

2° L'U.R.S.S. se trouve désormais dans une situation nouvelle, étant banquier et industriel dans les pays vaincus, où elle se substituait au capital allemand.

Ces deux faits déterminent à leur tour une politique de production à tout prix — en vue de l'exécution des réparations (300.000.000 de dollars-or pour la Roumanie) — et la volonté d'éviter toute nationalisation avant de donner un fondement stable à la nouvelle propriété soviétique en Roumanie.

Les réparations, comme l'existence d'une « propriété soviétique », c'est-à-dire d'une propriété étrangère, impliquaient le maintien de l'économie dans le cadre capitaliste. Le Kremlin utilisa tout d'abord ses propriétés pour fonder en commun avec l'Etat roumain, une série de sociétés mixtes, allant des pétroles aux transports aériens (Tarn), à la navigation aérienne (Tarn), aux banques (Sovrom Bank), etc., et pénétrant l'ensemble de l'économie.

Ces sociétés mixtes, dans lesquelles le capital « soviétique » n'était qu'apporté par l'ex-capital allemand d'hier, fonctionnaient donc sur la base du régime capitaliste comme sociétés commerciales, les bénéfices sont en principe divisés par moitié entre l'U.R.S.S. et l'Etat roumain. Pratiquement, le système n'était changé seul le fait que les réparations entraînent une exploitation.

L'égalité entre la bureaucratie soviétique et la bourgeoisie roumaine ne pouvait être durable longtemps : la bourgeoisie roumaine s'battait mais pas vaincue ; s'efforçant de tirer des bénéfices des réparations et de tirer les obligations imposées par le Kremlin. Une lutte sourde se développa ainsi : préparant un changement dans l'attitude de l'Etat dirigé en fait par le parti stalinien appuyé par les bolchevistes soviétiques, à l'égard du capital privé. Cette lutte se traduit tout d'abord par la nationalisation des parts ainsi acquises par l'armistice — de la Banque nationale roumaine qui joue un rôle non négligeable en tant que créditrice des industriels.

Enfin, la rupture, sur le plan économique international, entre le Kremlin et Wall Street, permit la mise en route d'un nouveau changement : une nationalisation plus importante interviendra probablement en Roumanie, nationalisation qui toucherra certaines propriétés anglaises et américaines et qui

(Lire la suite en deuxième page)

Peintes Rouges

Londres, séance au Comisco

Non, il ne s'agit pas d'un vieux « tu mode qui fait courir la population londonnienne.

C'est une vieille troupe qui se compose que plusieurs depuis quelques treize-quatre ans. Les vieux débris de la IIe Internationale survivent, en effet, de se réunir à Londres en Comité composité Internationale Socialiste pour décider la convocation d'une conférence des partis « socialistes » des pays existant dans le plus Morshall.

En plein internationalisme socialiste !

Nuance

Les orchestrages exigent beaucoup. Le dirigeant bahard vient de lancer un appel aux fidèles, « L'Espoir, dit-il, ne se résigne pas à la condition prolétarienne. » Depuis bientôt deux mille ans, on n'en était jamais sûr. Mais ce n'est pas le catéchisme qui fait courir la population londonnienne.

C'est leur

Numérisation CERMTRI

Une enquête de *La Vérité*
par Mathias LOUBET
III

Ça sera dur à redémarrer
nous déclare un ouvrier de chez Michelin

« S'il l'Etat n'est pas capable de gérer les affaires, il n'a qu'à laisser les ouvriers gérer leurs affaires eux-mêmes ». Celui qui s'exprime ainsi est un ouvrier dans la force de l'âge en cote bleue et vieux béret.

D'ailleurs, dans ce train qui vient de quitter Pont-de-Dore, au petit matin, pour se diriger sur Clermont-Ferrand, il n'y a que des ouvriers. La plupart travaillent chez Michelin ou dans les usines avoisinantes.

Pour une fois, je n'ai pas besoin de poser des questions, les discussions y des suffisamment et vaste à ce qu'il y ait moins de bureaucratie.

Discrètement, j'ai sorti un crayon, un papier et je prends des notes.

— Avec cette armée de fonctionnaires, continue mon voisin, c'est obligé que ça ne marche pas. C'est pas que je sois contre les petits fonctionnaires, eux ils font toujours les frais des compressions alors que les gros s'en tirent à bon compte, mais dans un autre Etat, il faudra mettre chacun à sa place et qu'il y ait moins de bureaucratie.

— J'ai calculé, commence un ouvrier qui est assis en face de moi, que cette année, j'ai travaillé deux mois pour l'Etat. Mais on me réclame encore 8.000 fr. d'impôt. Ils pauvres toujours attendre, je ne les payerai pas et je ne serai d'ailleurs pas le seul à faire la grève de l'impôt.

— C'est pas fini ça, reprend le premier interlocuteur. On dit que la bagarre recommencera au printemps. mais ce coup là, j'ai l'impression que ça va chauffer un peu plus que cette dernière fois et qu'il faudra en finir.

Nul étonnement chez les voisins d'entendre ces deux ouvriers discuter — bien que confidentiel — des questions de l'Etat et de la Révolution. On écoute en silence. Et j'ai le sentiment que ces idées font peu à peu leur chemin dans les têtes.

Le jour n'est pas levé que j'attends, devant chez Michelin, à Cataroux, la sortie de l'équipe de nuit. Des milliers d'ouvriers sortent, beaucoup sont en vélo et c'est impressionnant de voir les lumières reflétant sur la poussière qui, au lieu d'être vendu 20 francs le kilo, est transformé en bénéfes sérieux à 280 francs le kilo.

PASSANT de trigo en trigo pendant une année, 20 tonnes de céréales ont été arrachées au finalement à Nice. La moitié du tonnage fut évaluée, ce qui n'empêcha pas les vendeurs d'exiger la protection de le vendre. Comme évidemment il n'y a pas d'acheteur, cet abondant cent petit beat et mécoule du ruisseau.

MANGERONS-NOUS mieux en 1948 ? Le rationnement de 1948 pourrait être largement amélioré.

Tels sont les titres de certains journaux qui offrent des solutions pour le moins... capitalistes.

Pour nous, une seule solution : Suppression des intermédiaires, contrôle populaire du ravitaillement par des comités de ménagères nommés par les comités ouvriers et paysans en attendant l'intervention des affameurs par le socialisme.

LE CARNET DE L'AFFAMÉ

CHAQUE semaine, le prix de la viande augmente tragiquement. Pour remédier à cette situation inévitable, le gouvernement annonce que la viande sera de nouveau rationnée.

L'ADMINISTRATION a refusé le débarquement à Marseille, de 3 tonnes cent mille œufs de Turquie devant vendus, au détail, neuf francs pièce.

Pendant ce temps-là, les mémorphes payent les œufs français trente francs pièce.

EN pleine saison de pêche, les harengs frais sont introuvables chez les poissonnières. Le hareng saur reffleut tout de poisson qui, au lieu d'être vendu 20 francs le kilo, est transformé en harengs saurs à 280 francs le kilo.

PASSANT de trigo en trigo pendant une année, 20 tonnes de céréales ont été arrachées au finalement à Nice. La moitié du tonnage fut évaluée, ce qui n'empêcha pas les vendeurs d'exiger la protection de le vendre. Comme évidemment il n'y a pas d'acheteur, cet abondant cent petit beat et mécoule du ruisseau.

MANGERONS-NOUS mieux en 1948 ? Le rationnement de 1948 pourrait être largement amélioré.

Tels sont les titres de certains journaux qui offrent des solutions pour le moins... capitalistes.

Pour nous, une seule solution : Suppression des intermédiaires, contrôle populaire du ravitaillement par des comités de ménagères nommés par les comités ouvriers et paysans en attendant l'intervention des affameurs par le socialisme.

Construisons le Parti Révolutionnaire

Scission et unification dans le mouvement ouvrier

LES grands événements que nous vivons entraînent de grandes modifications dans la conscience des masses et se traduisent par des bouleversements dans le contexture du mouvement ouvrier. La crise des deux grands partis ouvriers et le regroupement en vue de la création d'une direction ouvrière nouvelle, révolutionnaire, sont parmi les préoccupations les plus importantes des militants d'avant-garde. Des scissions et les départs des vieux partis sont des étapes inévitables sur la voie du regroupement dans un parti révolutionnaire plus fort numériquement et politiquement.

Pour de multiples raisons, et notamment parce qu'il est le plus faible, c'est le parti socialiste qui connaît la crise la plus visible. En mai dernier, les J. S. rompent avec lui, en décembre, l'Union socialiste et révolutionnaire suit le même voie. Enfin, nous voici en présence d'une série d'exclusions prononcées par la direction contre les membres de la tendance Bataille socialiste.

Celle-ci, à l'encontre des deux autres groupements, voulait rester dans le parti socialiste, au moins pour y faire entendre ses points de vue, si ce n'est pas avec l'espoir de les faire prévaloir.

L'exclusion de la Bataille socialiste est la suite logique de la politique de la « Troisième force », d'isolement des stalinien et de scission syndicale suivie par Blum avec la collaboration de Lacoste, Mayer et de Menthon, Pivert. La scission syndicale est une opération qui donne pas mal de fil à retordre à ses auteurs. Mais elle serait encore beaucoup plus difficile à réaliser si Léon Blum, son lieutenant et son propre parti des gens qui y sont opposés et qui veulent pratiquer une politique de front unique avec les stalinien. On voit que ceux qui, très souvent, s'étonnent que les militants de l'Unité ouvrière » savent en faire très bon marché quand elle n'est pas utile pour le programme politique qu'ils défendent devant la classe ouvrière.

Ceci dit, les membres de la Bataille socialiste sont en nouvel hors du P. S. voici constituer un groupement indépendant, voici apparaître indépendamment deux tendances qui, au lieu d'être vendu 20 francs le kilo, est transformé en harengs saurs à 280 francs le kilo.

PASSANT de trigo en trigo pendant une année, 20 tonnes de céréales ont été arrachées au finalement à Nice. La moitié du tonnage fut évaluée, ce qui n'empêcha pas les vendeurs d'exiger la protection de le vendre. Comme évidemment il n'y a pas d'acheteur, cet abondant cent petit beat et mécoule du ruisseau.

MANGERONS-NOUS mieux en 1948 ? Le rationnement de 1948 pourrait être largement amélioré.

Tels sont les titres de certains journaux qui offrent des solutions pour le moins... capitalistes.

Pour nous, une seule solution : Suppression des intermédiaires, contrôle populaire du ravitaillement par des comités de ménagères nommés par les comités ouvriers et paysans en attendant l'intervention des affameurs par le socialisme.

POUR LES ANCIENS DÉPORTÉS ET INTERNÉS

En vue de bénéficier des soldes de captivité (14.400 francs par année de déportation et 1.200 francs par mois d'internement), les camarades du parti qui ont été déportés ou internés les soyante-dix de décembre dernier, les camarades du parti qui ont été déportés ou internés et